



www.eb-togo.com

ESPERANCE DES BATISSEURS

Travaux immobiliers | Construction | Réhabilitation
Aménagement de bâtiment | Carrelage | Plomberie
Électricité | Transit-douane

Distributeur exclusif des ascenseurs et produits OMEGA base d.o.o

Carrefour 2 lions, à 500m de l'agence Togocel annexe bâtiment blanc-gris / Agoè Anomé

Contact : + 228 22 25 18 63 / 90 97 58 38
E-mail : esperancedesbatisseurs@yahoo.fr
antoine.dadjo@gmail.com

GRANDE FINALE DE LA COUPE
DE L'UNION À KPÉLÉ ELÉ: :

Faure Gnassingbé y était présent P.3



Faure Gnassingbé admiratif du coup d'envoi donné par la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Tsègan.



Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0373 du 14 au 20 Janvier 2020- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

Le ciel s'éclaircit de plus en plus P.3



Aboudou Assouma,
Pdt de la Cour Constitutionnelle

SANTÉ :

La contractualisation sur de bons rails P.5



Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé

ECONOMIE NUMÉRIQUE :

Eclairage sur la Loi sur la protection des données à caractère personnel P.6



Mme Cina Lawson, ministre de l'Economie numérique

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi,
une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

Météo du jour

Matin:
Ensoleillé
32°C
Après-midi:
Ensoleillé
24°C

Sans doute le service de transfert d'argent le moins cher !
Plus d'information dans nos agences

BOA Express TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

EDITO

Rechercher
la vérité

Dans notre monde d'aujourd'hui, il existe toute une floraison d'assertions dites abusivement "vérités".

Presque tout le monde a sa vérité et s'empêche ainsi de rechercher la vérité. Avoir comme objet la recherche de la vérité, c'est justement se mettre sur cette voie d'humilité et de prise de conscience que nous ne connaissons rien. Nous ne savons rien et devons donc avoir comme objet cette démarche constante de recherche de la vérité.

En être conscient, c'est déjà faire le pas utile. C'est être guidé par ce besoin tout en grandissant dans cette quête permanente de recherche de la vérité.

La vérité n'est pas figée. Elle n'est non plus statique. Elle se laisse chercher, se recherche en dehors de tout dogme.

Le "Connais-toi toi-même" est d'une utilité urgente et importante. En effet, la vie est le plus difficile des examens. Beaucoup de gens échouent parce qu'ils essaient de copier les autres sans se rendre compte que tout le monde a à un questionnaire différent. Essayons donc de répondre à notre questionnaire et notre vie serait une réussite. La connaissance de soi conduit à l'épanouissement et au bonheur.

Donc dans sa démarche quotidienne de recherche de la vérité, l'humain devra cultiver cette humilité qui ouvre toutes les portes. Mais être aussi persévérant dans la recherche. Sur le Chantier.

Crédo TETTEH



Récapitulé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERA Razak

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 97 52 56)

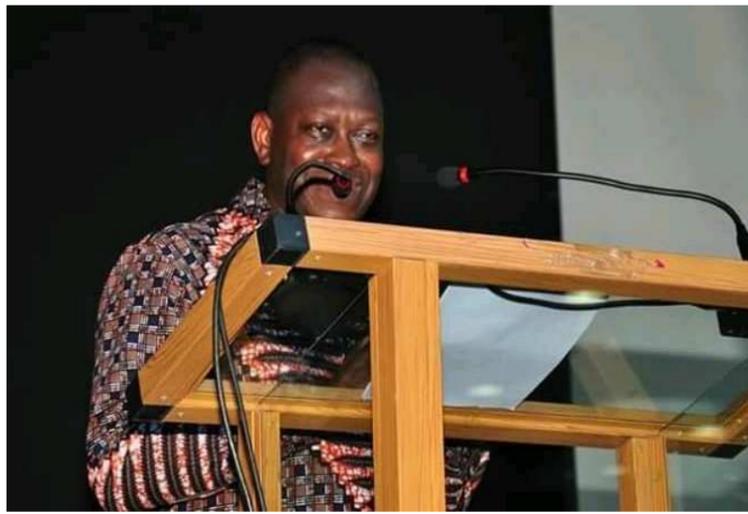
ECONOMIE : Un think tank à la Kako Nubukpo

Entouré de ses pairs jeudi dans la grande salle de l'Agora Senghor de Lomé, Prof. Kako Nubukpo (doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion /Faseg de l'Université de Lomé), est revenu sur la problématique du passage du franc CFA à l'Eco au cours de la rencontre d'échange autour de son dernier ouvrage "l'urgence africaine : changeons le modèle de croissance!"

Si malgré l'imminence des obsèques du franc CFA, l'Eco tâtonne toujours, que se passe-t-il réellement ?

A cette interrogation, l'auteur de l'ouvrage a trouvé une réponse qui se décline en deux raisons fondamentales : la divergence de cycle économique dans la zone CEDEAO et la suprématie du Nigeria dans tous les domaines au sein de la zone.

"Les pays de la zone franc sont surtout exportateurs de matières premières agricoles (café, cacao,



Prof Kako Nubukpo

coton) et le Nigeria est plutôt exportateur de pétrole. Alors que nous, les pays de la zone franc, nous sommes importateurs de pétrole. Donc nous ne sommes jamais dans la même phase de cycle économique", a-t-il souligné.

"Le Nigeria fait 71% du PIB de la Cedeao, 52% de la population de la Cedeao, 4 fois plus de réserves d'échanges que l'ensemble du

reste de la Cedeao et 3 fois plus de productivité et de travail que l'ensemble du reste de la Cedeao", a-t-il ajouté.

Cette réflexion tirée du rapport Paul Maçon et Catherine Patillot conduit l'auteur à s'interroger sur la volonté politique des dirigeants de la sous-région à s'arrimer au Nigeria, qui se révèle comme le "prêteur en dernier ressort de la

zone".

Au-delà de la contestation du franc CFA, arriver à un stade de proposition avec la volonté d'aboutir à l'adoption d'une monnaie africaine se révèle cruciale.

"Une chose est de se battre contre l'existant, mais une autre est de construire une alternative, et c'est pour ça que nous sommes dans un entre-deux à l'heure actuelle", a précisé M.Nubukpo.

L'urgence africaine, a-t-il indiqué, "est d'arriver à remettre sur les pieds, ce qui marche sur la tête".

C'est d'ailleurs, dans cette optique qu'il organisera les 28, 29 et 30 avril prochain, un colloque pour se pencher sur la nouvelle monnaie commune.

La question du transit du franc CFA à l'Eco a également été abordé dans le sixième chapitre (le CFA: les derniers jours d'un condamné) de l'ouvrage de 285 pages compartimenté en huit chapitres.

Source : @Savoir News

ECONOMIE : Aménagement des pistes rurales, réhabilitations des formations sanitaires et décentralisation font bondir le budget 2020 de 6%

Le gouvernement togolais envisage des dépenses de l'ordre de 1466,2 milliards de FCFA en 2020 avec une croissance projetée à 5,5% en lien avec la mise en œuvre des grands axes du Plan national de développement (PND). Cette croissance sera tirée par la consommation finale des ménages et des investissements privés, en lien avec l'amélioration du climat des affaires qui a déjà permis à notre pays de gagner 40 places dans le dernier classement de Doing Business plaçant ainsi le Togo au 97ème rang sur 190 pays concernés dans le monde et les retombées du Forum économique Togo-Union européenne soutient-on au ministère de l'économie et des finances.

"De même, les efforts seront poursuivis et intensifiés en matière d'aménagement des pistes rurales, de réhabilitation des équipements de formations sanitaires et de mise en œuvre de la décentrali-



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

sation", affirme le gouvernement qui s'est engagé à poursuivre résolument l'assainissement des finances publiques et à prendre toutes mesures permettant l'accélération de la croissance économique afin d'assurer une prise en charge adéquate de la demande sociale.

Il faut rappeler que depuis

2015, les budgets du Togo sont essentiellement orientés vers le social. En attendant la fin de l'exécution de celui de l'année 2019, le ministère de l'économie a rendu ses conclusions sur les dépenses effectuées en 2018. Dans un rapport rendu public, on y apprend que le taux d'exécution des dépenses du budget général est de 83,31%, soit un montant de 1 089,28 milliards de FCFA en fin décembre 2018 contre des prévisions annuelles de 1 307,56 milliards de FCFA, une variation négative de 6,63% par rapport à 2017.

Pour une prévision de 70,99 milliards de FCFA, les intérêts versés aux créanciers pour le paiement des charges liées aux emprunts de l'Etat se sont élevés à hauteur de 70,17 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 98,85%. Les intérêts de la dette réglés au 31 décembre 2018 ont connu une hausse de 45,55% par rapport à leur niveau de la même

période en 2017. L'ordonnement des dépenses de personnel à fin décembre 2018 s'élève à 200,40 milliards de FCFA, soit 97,60% des prévisions estimées à 205,33 milliards de FCFA. En 2017 et à la même période, ce montant se chiffrait à 192,82 milliards de FCFA. On note une augmentation de 3,93%. On précise que l'effectif du personnel ayant émargé sur le budget général au cours du dernier trimestre est passé de 48 226 agents le 30 septembre 2018 à 48 937 agents à fin décembre 2018, faisant apparaître une hausse de l'effectif de 1,48%. " Cette variation s'explique par l'entrée de 100 nouveaux agents et la sortie de 302 anciens " fait on savoir au MEF. Quant aux dépenses qui servent à l'achat des biens et services destinés au fonctionnement des services administratifs, elles sont chiffrées à au dernier trimestre de l'année 2018 à 207,32 milliards de FCFA, équivalant à un taux de 96,66% par rapport aux prévisions de l'année, estimées à 214,48 milliards de FCFA.

Au 31 décembre 2018, les dépenses de transfert correspondent aux sommes que l'Etat alloue à d'autres personnes publiques ou privées, sans que celles-ci aient rendu effectivement des services économiques (il s'agit des transferts aux autres administrations publiques, aux institutions à but non lucratif, aux ménages et des bourses) sont ordonnancées à 113,62 milliards de FCFA, représentant 94,98% des prévisions annuelles fixées à 119,63 milliards

Suite à la page 6

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07
www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces

Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois-

www.togoannonce.com

GRANDE FINALE DE LA COUPE DE L'UNION À KPÉLÉ ELÉ: Faure Gnassingbé y était présent

Le président Faure Gnassingbé et la présidente de l'Assemblée nationale Mme Tségan Chantal étaient parmi les spectateurs qui ont suivi la finale de la deuxième édition de la Coupe de l'Union le dimanche 12 janvier à Kpélé-Kponvié. Cette coupe organisée dans le but de sensibiliser la population de Kpélé sur la non-violence au moment de la prochaine élection a confronté en finale Gloria Sport de Kpélé Elé et Etoile Islamique de Zongo.

Lancée le 4 décembre 2019 dans les communes de Kpélé1 et Kpélé 2, la grande finale de la Coupe de l'Union a eu lieu le dimanche 12 janvier dernier à Kpélé-Kponvié en présence du Chef de l'Etat et de la Présidente de l'Assemblée Nationale.

C'est Gloria Sport de Kpélé Elé et Etoile Islamique de Zongo qui ont achevé la course parmi les 18 équipes qui ont démarré cette com-



Faure Gnassingbé admiratif du coup d'envoi donné par la présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Tségan.

pétition.

Démarré à 15 heures devant un parterre de supporters, le but marqué par Gloria Sport de Kpélé Elé à la 47ème minute a fait de lui vainqueur de la rencontre.

Le Président de la République présent au terrain a apprécié le talent des joueurs et n'a pas voilé son intention de renforcer toutes les infrastructures sportives du pays. Le N°1 des Togolais pense

également investir dans le talent de ces jeunes joueurs.

Ici à Kpélé, les actes ont automatiquement suivi la parole. Le vainqueur a reçu une somme de 1 500 000 F FCFA en plus des maillots et du ballon. En ce qui concerne le vaincu, en plus des maillots et ballons, il a reçu une enveloppe de 1.000.000 CFA. Les autres équipes participantes ont également reçu des motivations.

Le Chef de l'Etat s'est inspiré de la bonne ambiance et du fair-play qui ont prévalu au cours de cette rencontre pour lancer un message fort à l'endroit des candidats en lice pour l'élection du président de la Fédération Togolaise du Football.

Il souhaite une élection apaisée. " Je retiens surtout qu'il y a un bon jeu et du fair-play. Il n'y a pas d'acte de violence....Je voudrais que l'élection du Président de la Fédération Togolaise de Football aussi se déroule bien", a-t-il souhaité à l'issue de la rencontre.

Elom KPOGO



Le Chef de l'Etat remettant la coupe au vainqueur

POLITIQUE : Le ciel s'éclaircit de plus en plus

La Cour constitutionnelle Ldépouille en ce moment les dossiers des candidats à l'élection présidentielle du 22 février. Elle en a jusqu'au 28 Janvier pour livrer ceux qui seront habilités à concourir pour le fauteuil présidentiel. On y verra alors plus clair car, si on peut tirer une leçon de l'actualité politique depuis l'ouverture des candidatures pour la présidentielle, c'est que le pays regorge de plaisantins de tout acabit. A la CENI, 24 personnes ont retiré les fiches. Il y en a parmi eux qui savaient pertinemment qu'ils n'iront pas loin, mais ils y sont allés quand même jouer les glorieux. Au moment de passer la visite médicale chez les médecins assermentés, 10 n'y sont pas allés. A la date échue de la période des candidatures, la CENI affirme qu'elle est en possession seulement de 10 dossiers. D'où la ques-



Aboudou Assouma, président de la Cour Constitutionnelle

tion légitime d'un quidam : Mais où donc sont-ils passés ?

Par Ali SAMBA

Eh oui, le Togo apparaît de plus en plus comme un pays de plaisantins de tout acabit qui prennent tout à la légère tout en se moquant du peuple. Beaucoup de ces candi-

dates savaient très bien que la caution de 20 millions de FCFA serait leur goulot d'étranglement car, de million, de dizaines de millions, ils n'en possédaient point. Et pourtant, ce sont eux qui vociféraient plus que tout le monde, apparaissant comme le libérateur avant l'heure du peuple togolais. Et ça ne

les gênait aucunement. De toute façon, ils n'en ont rien à cirer. Pour eux, le pays est devenu une cour de récréation ou chaque foutriquet peut se permettre d'amuser la galerie et de se rétracter sans aucune honte. Il faut que ces genres d'attitudes s'arrêtent car, ceux qui se sont donnés à ce spectacle insipide se sont moqués du peuple du Togo. Ces genres de fourberies sont une insulte à tous ces hommes et femmes à qui on a servi cette comédie de mauvais goût.

Certes, leurs amis avanceraient des arguments fallacieux pour justifier ce genre d'actes, à l'exemple de ces derniers qui disent que la loi n'interdit à personne de se déclarer candidat. Soit ! Mais quand on a reçu une éducation à la Togolaise, il y a de ces comportements qui sont proscrits en société.

Suite à la page 5

Zozo

POLITIQUE : PAS DE CAUTION, PAS DE CANDIDATURE



Dix candidats ont été retenus par la Commission électorale (Céni) pour la présidentielle du 22 février. Ils auraient dû être 11.

Pas de chance pour Kossi Gagnon. Son dossier a été rejeté par la Céni. Cet ancien lieutenant de Paul Dodji Apévon (président des FDR, opposition), à la tête de 'Togo

Restauration', a 'oublié de joindre aux documents exigés le récépissé provisoire du paiement de la caution auprès du Trésor public de 20 millions de Fcfa.

La Cour constitutionnelle, saisie par l'intéressé, a estimé vendredi que la décision de la Commission était fondée.

Il aura une seconde chance en ... 2025.

Source : @republicoftogo.com

POLITIQUE : APÉVON PREND SES DISTANCES AVEC LA PRÉSIDENTIELLE



Les Forces démocratiques de la république (FDR, opposition) dirigées par Paul Dodji Apévon ne donneront aucune consigne de vote pour la présidentielle.

Cette formation avait annoncé son soutien à Agbéyomé Kodjo, 'candidat unique de l'opposition', mais elle a finalement fait marche arrière. 'Le conseil de direction a pris la décision de ne soutenir aucun candidat', indique samedi un communiqué du parti.

Selon les FDR, 'les conditions actuelles ne sont pas de nature à assurer la transparence et l'équité du scrutin'.

Le mot boycott n'est pas utilisé, mais la formation invite les électeurs à respecter ces décisions.

Source : @republicoftogo.com

Zozo

ECONOMIE : LE TOGO VEUT RELANCER SON INDUSTRIE TEXTILE



Jadis fleuron de l'industrie textile togolaise, l'usine TogoTex située à Datcha (150 km de Lomé) va-t-elle connaître une seconde vie ?

Gérée tour à tour par des Allemands, des Coréens, des Chinois et des Togolais, elle avait définitivement fermé ses portes en 1990.

Kodjo Adédzè, le ministre du Commerce, a affirmé qu'elle allait reprendre du service.

'Le Togo dispose d'un plan national de développement. Il ambitionne de créer 500.000 emplois. Dans cette perspective, nous travaillons à la reprise d'un certain nombre d'industries, notamment cette usine textile', a-t-il indiqué.

L'Etat a annoncé la réhabilitation du complexe, mais à charge du secteur privé de le faire tourner. L'usine doit présenter un aspect décent pour attirer les investisseurs qui auront nécessairement besoin de moderniser l'outil de production. Même si il sera difficile de concurrencer la production asiatique qui inonde l'Afrique de l'Ouest, le Togo a une position géographique qui lui permet d'avoir un marché régional de proximité.

Source : @republicoftogo.com

ECONOMIE : PLUS DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS D'IDE EN 2019

Entre janvier et novembre 2019, le Togo a été le pays le plus performant en Afrique pour attirer des projets d'IDE (investissements directs étrangers), indique FDI Intelligence.

Le pays a attiré 6,7 fois ce qui peut être attendu compte tenu de la taille de son économie.

Le Rwanda et le Sénégal sont derrière.

Les bons résultats affichés par le Togo sont essentiellement dus à l'annonce d'un investissement majeur du Groupe Dangote dans la production de phosphate carbonaté (2 milliards de dollars).

Dangote va aussi investir 60 millions de dollars pour la construction d'une cimenterie.

Les autres contrats signés concernent une centrale solaire (33,5 millions de dollars) financée par AMEA Power (Dubai) avec le soutien Fonds d'Abou Dhabi pour le développement. FDI Intelligence propose une offre de services complète en matière d'investissement étranger direct. Il s'agit d'une filiale du Financial Times.

Source : @republicoftogo.com

LE PREMIER CABINET JURIDIQUE SPÉCIALISÉ DANS L'ÉNERGIE EN AFRIQUE ANNONCE LA NOMINATION DE SON NOUVEAU DG, ZION ADEOYE

Zion Adeoye a été nommé directeur général de Centurion Law Group (www.CenturionLG.com). Adeoye, spécialiste du pétrole et du gaz et expert dans le droit et la finance de l'énergie, a joué un rôle important au sein du cabinet ces dernières années en tant que conseiller clé sur plus de 25 investissements dans le pétrole et le gaz, dans 12 pays d'Afrique subsaharienne. Il a également joué un rôle clé dans la réforme des cadres juridiques sur le pétrole et le gaz à travers l'Afrique, comprenant notamment les divers efforts visant à modifier la loi sur le pétrole et les législations connexes au Nigéria et l'élaboration de réglementations sur le contenu local au Soudan du Sud (...)

ENQUÊTE SUR LES FLUX TRANSFRONTALIERS NON ENREGISTRÉS DU TOGO : La région des Savanes plus exposée

Face à l'insuffisance de données exhaustives sur ces flux transfrontaliers nécessaires à l'élaboration des comptes nationaux, l'INSEED a obtenu un appui financier de la Banque Mondiale (BM). Cet appui financier a alors permis à l'INSEED de réaliser une enquête nationale sur les flux commerciaux transfrontaliers non enregistrés au Togo. Les résultats de l'enquête ont donc permis de prendre en compte les flux commerciaux informels avec tous les pays limitrophes du Togo, de connaître la nature et la valeur des produits qui font l'objet de transactions transfrontalières.

Par Koudjoukabalo

Selon l'INSEED, Cette étude dénommée l'enquête sur les flux transfrontaliers non enregistrés du Togo (EFTNE-TOGO) est réalisée dans le cadre de la migration au SCN 2008 et du changement d'année de base des comptes nationaux. L'objectif principal de cette enquête est d'améliorer la qualité des statistiques du commerce extérieur prises en compte dans l'élaboration des comptes nationaux. L'enquête s'est déroulée sur toute l'étendue du territoire national et a couvert tous les points de passage sur les frontières Togo-Ghana, Togo-Bénin et Togo-Burkina-Faso, soit soixante-quinze postes de passage frontaliers. Elle s'est déroulée sur une période de deux semaines (15 jours) et a mobilisé quarante-cinq (45) agents enquêteurs répartis dans les cinq régions du pays. La collecte a permis de capter six mille quatre cent cinquante (6 450) transactions ou flux non enregistrés au cours de la période.

En termes de répartition, 39,5% des flux ont été enregistrés dans la région des Savanes, 17,8% dans la Maritime, 13,8% dans les Plateaux et 12,8% dans la région Centrale. Lomé commune et la région de la Kara n'ont enregistré respectivement que 9,1% et 7,2% des transactions. En valeur, les exportations non enregistrées sont évaluées à 56,5 milliards de FCFA et les importations, à 18,3 milliards de FCFA. A l'importation, les " Produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et des activités de soutien " sont les principaux produits qui font l'objet de commerce transfrontalier non enregistré, soit 42,9%. Il est suivi des " Produits du raffinage et de la cokéfaction " qui représentent 25,5% des importations. A l'exportation, les " Produits alimentaires " occupent une place prépondérante dans le commerce transfrontalier non enregistré, soit 40,8%.

Les " Produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et des activités de soutien ", qui représentent 29,5% des exportations, constituent le deuxième groupe de produits exportés. Les principaux produits non enregistrés importés proviennent essentiellement du Bénin (65,7%) et du Ghana (27,8). Pour les exportations non enregistrées, elles sont destinées essentiellement au Bénin (53,1%) et au Burkina-Faso (28,9). En définitive, malgré quelques insuffisances exogènes, cette étude a permis de faire la lumière sur les flux transfrontaliers



Des conducteurs de taxi-moto

non enregistrés au Togo. De façon précise, elle a permis d'obtenir les détails des produits objets de transaction et les valeurs annuelles des exportations et des importations non enregistrées dans les registres officiels.

Les exportations non enregistrées dans cette étude sont mesurées au prix FAB (Franco à bord) c'est-à-dire n'intègre pas les frais d'assurance et les coûts de transport des biens entre la frontière douanière du pays exportateur (importateur) et celle du pays importateur (exportateur). Elles sont estimées à 56,5 milliards de FCFA. 4.4.3.1. Principaux produits exportés La valeur des exportations des " produits alimentaires " est de 23,0 milliards de FCFA, soit 40,8% des exportations non enregistrées du Togo. Ils représentent ainsi le premier produit d'exportation et sont constitués essentiellement de ...Poissons

séchés ou salés, sucre, riz décortiqués, poissons fumés, conserves appertisées de légumes, condiments et assaisonnement, pain, poissons congelés ou surgelés, " beurre, fromages, yaourt et crème de lait ", jus de fruits et légumes, sons et résidus de meunerie, viande de volaille.. Les " produits de l'agriculture, de l'élevage de la chasse et des activités de soutien " composés principalement de Voandzou, haricots secs, maïs, bovins sur pieds, autres fruits, tomates, autres légumes frais viennent en deuxième place avec une part de 29,5% suivis des " produits chimiques " (7,2%). Ces derniers sont composés principalement du savon et produits de nettoyage, produits de beauté et de maquillage, peinture, vernis, adjuvants et encre d'imprimerie, herbicides, parfum et eau de toilette.

Les exportations des produits non enregistrées du Togo vers le Bénin sont très diversifiées. Elles sont essen-

tiellement constituées de " produits alimentaires " (45,2%), de " produits de l'agriculture, de l'élevage, de chasse et des activités de soutien " (28,8%) et des " produits chimiques " (11,1%). Les " produits alimentaires " sont composés principalement de : gari et tapioca, huiles végétales, riz décortiqué, farine de blé, pâte alimentaire, sucre, pain, condiment et assaisonnement. Les " produits de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et des activités de soutien " sont constitués de : pois de terre, haricots secs, maïs, bovins sur pieds, autres fruits, avocat, lait brut. Les " produits chimiques " eux sont constitués principalement de savon et produits de nettoyage, herbicides, produits de beauté et de maquillage.

Les premiers produits non enregistrés exportés par le Togo à destination du Ghana sont les " produits alimentaire " (46,5%) composés principalement de sucre, riz décortiqué, lait, huiles végétales, poissons congelés ou surgelés, biscuits et pâtisserie de conservation, farine de blé. Les " produits de l'agriculture, de l'élevage de la chasse et des activités de soutien " (21,8%) viennent en deuxième position et comportent principalement les produits bovins sur pieds, tomate, légumes frais, maïs, haricots secs, oignon, piment, autres fruits, sorgho, ovins sur pieds, arachide, mil. Les " produits textiles " (6,4%) sont composés essentiellement de tissus de coton et linge de maison et viennent en troisième position.

ENERGIE SOLAIRE : La centrale Solaire de Blitta opérationnelle la fin de l'année 2020

En marge de l'assemblée générale de l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) qui se tient dimanche à Abu Dhabi, le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a signé un protocole de prêt de 15 millions de dollars avec le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD) pour le financement du projet de centrale photovoltaïque à Blitta. Le ministre de l'Economie et des finances Sani Yaya s'est félicité des efforts de l'ADFD pour soutenir des projets de développement durable au Togo et dans les pays en développement.



Au gouvernement, on indique que la centrale sera exploitée par la société AMEA Power (Dubai) qui bénéficie d'un financement de 11 millions de dollars assuré par la BOAD approuvé au cours de la 115^e session ordinaire tenue le 18 décembre à Dakar, le Conseil d'Administration de l'institution. On indique que les 7 milliards FCFA promis par la BOAD contribueront en partie à la construction, l'exploitation, la maintenance de cet ouvrage qui devrait produire de l'énergie solaire. La centrale de Blitta sera le 1^{er} des 4 ouvrages de cette puissance, annoncés dans le cadre de la Stratégie Nationale d'Electrification 2018-2030. L'ambition du gouvernement togolais, est de doter chaque région d'une centrale solaire.

Envisagé selon le mode de

Partenariat Public-Privé, la construction de la centrale solaire de Blitta fera l'objet d'une concession de 25 ans, période au bout de laquelle elle sera transférée à l'Etat via la CEET, entreprise chargée de la commercialisation de l'énergie au Togo. A terme, elle aura une puissance 30 MWC (puis 50^W) pour desservir 600.000 foyers et alimenter 700 petites et moyennes entreprises. Il faut dire que le pays mise beaucoup sur le solaire avec l'ambitieux projet du Chef de l'Etat dénommé 'Cizo' qui envisage prévoit de raccorder 3 millions de foyers d'ici 5 ans.

Pour ce faire le gouvernement togolais, par le biais de l'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER), recherche des investisseurs pour l'implantation de deux autres centrales solaires, prévues dans les régions de la Kara (à

Awandjélo), et Centrale (à Sokodé), pour une capacité installée totale cumulée comprise entre 60 et 80 MWac. Une demande de pré-qualification (DPQ) a été émise, invitant des acteurs privés à participer à un processus de sélection compétitif d'un ou plusieurs producteur(s) indépendant(s) d'électricité (IPP) pour la conception, le financement, la construction, l'installation, la mise en service et l'exploitation de ces deux structures.

Au gouvernement, on affirme que dans cette opération, l'AT2ER est conseillée par la SFI (Société financière internationale). En effet, pour ces deux projets, l'Agence a eu recours à l'initiative ScalingSolar, lancée par l'institution de BrettonWoods, en vue de développer des centrales solaires à moindre coût dans les pays en développement.

SANTÉ : La contractualisation sur de bons rails

Il n'y a pas si longtemps, les usagers des structures sanitaires publiques du Togo décriaient les prestations de ceux qui sont chargés de les faire fonctionner. Que n'a-t-on pas attendu et vu dans nos hôpitaux et centres de santé. Le gouvernement augmentait les mises à disposition, qu'elles soient humaines, financières ou matérielles, mais on constatait une insuffisance des prestations. L'état des hôpitaux était déjà connu bien avant. De la consultation à l'hospitalisation en passant par la pharmacie, tout était sujet à plaintes. C'est donc dans l'endroit que le gouvernement a opté pour la contractualisation en 2017.

Par Koudjoukabal

Décriée dès sa mise en œuvre, la contractualisation est en passe d'être généralisée à tous les autres structures de santé du Togo, tant le succès est épatant. Le ministre Moustafa Mijiyawa explique : " Nous avons commencé à contractualiser le 15 juin 2017 à Atakpamé et Blitta et durant l'année 2018, on l'a étendu. Aujourd'hui les Hôpitaux de Dapaong, Kara, Sokodé, le CMS de Siou et le CHU-SO, font tous objet de contractualisation. Ce qui fait au total sept centres", fait observer le ministre qui souligne que dès les premiers mois après le début de la contractualisation à Atakpamé et Blitta par exemple,



Prof Moustafa Mijiyawa, ministre de la Santé et de l'hygiène publique

tout a commencé à changer. " Nous avons observé une augmentation des taux de fréquentation, de consultation, d'hospitalisation, du nombre d'actes effectués et bien évidemment des recettes. Également, les médicaments utiles ou réclamés par les divers prestataires dans chaque formation, sont aujourd'hui disponibles à plus de 95%, ce qui n'était pas le cas avant ", fait-il savoir. Autre impact significatif, c'est la meilleure gestion des ressources qui a permis de payer régulièrement les contractuels, personnels qui ne sont pas payés directement par l'Etat.

Selon le ministre, les exemples sont édifiants surtout à Atakpamé. On met en place la contractualisation le 15 juin 2017. A partir du 30 juin 2017 jusqu'aujourd'hui, il n'y a pas eu une minute de retard. L'hôpital d'Atakpamé avait 46

millions FCFA de découvert à la Banque. Cela a été épongé en 8 mois. C'est sur ces recettes qu'il a réussi à s'acheter, sur fonds propres, microscopes, brancards, et que la pharmacie a été réhabilitée pour 7 millions FCFA. Or, l'année qui a précédé la contractualisation, il y a eu 4 mouvements de grève parce que l'hôpital n'arrivait pas à les payer. Autre exemple : A Kara, sur une base consensuelle de critères entre la direction, les agents, le syndicat et le contractant, il a été défini un seuil de recettes à partir duquel, un bonus est accordé aux agents, une sorte de prime à la productivité. Cela a été fait au mois d'octobre 2019.

Au mois de novembre, le chiffre d'affaires de la pharmacie au CHR de Dapaong faisait 48 millions FCFA, soit plus d'un million par jour dans un hôpital où on était à moins de 200 000

FCFA par jour. La même tendance est en train d'être observée au CHU-SO où il a d'abord été effectué une phase pilote au Laboratoire et à la radio, avant d'être généralisée depuis 02 mois.

Pour Moustafa Mijiyawa, les premiers résultats sont extraordinaires. " Ce mois de janvier, on aura franchi les 3 mois de contractualisation généralisée au CHU Sylvanus Olympio. Le bilan de ces trois mois fera l'objet d'une communication en Conseil des Ministres.

Avec la contractualisation, nous améliorons le taux de fréquentations, d'actes chirurgicaux, ce qui implique une amélioration de la qualité des soins ", a-t-il dit. Il annonce que dans les prochains mois, la contractualisation sera étendue à 08 autres hôpitaux dans le cadre d'un projet avec la Banque Mondiale qui est venue constater de visu les résultats déjà obtenus sur le terrain.

" Nous voulons quelque chose qui aille dans le sens de la pérennité et le Chef de l'Etat s'y est personnellement impliqué pour que dans les prochaines années, l'approche contractuelle puisse être appliquée à toutes les formations publiques du pays ", martèle le ministre qui a indiqué qu'en ce qui concerne la réhabilitation et l'équipement des hôpitaux, il est prévu de doter les CHU et les CHR de scanners, sous formes d'achats groupés.

Zozo

POLITIQUE : LE PROCHAIN PRÉSIDENT DOIT ÊTRE UN 'SERVITEUR DU PEUPLE'



Mgr Nicodème Anani Barrigah-Benissan a officiellement pris ses fonctions d'archevêque de Lomé lors d'une cérémonie samedi à la cathédrale de Lomé. Le prélat a fait une rapide incursion dans le domaine politique à quelques semaines d'une élection cruciale pour le Togo.

'Je lance à tous les acteurs de la vie politique cette pressante invitation: faire preuve de justice, d'honnêteté, de transparence, de calme tout au long des opérations électorales', a déclaré l'archevêque qui fut dans le passé le responsable de la commission 'Vérité, justice et réconciliation', chargée de faire la lumière sur les violences intervenues au Togo pendant des décennies. Il a appelé le prochain président de la République à être un 'serviteur du peuple'. De nombreuses personnalités assistaient à la cérémonie dont le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, candidat à sa succession le 22 février prochain.

Source : @republicoftogo.com

POLITIQUE : TOUT EST PRÊT DU CÔTÉ DE LA FOSEP



A quelques semaines de l'ouverture de la campagne pour l'élection présidentielle, la FOSEP* effectue les derniers réglages.

Cette force composée de 10.000 hommes, gendarmes et policiers, est chargée de sécuriser le processus électoral, de la campagne à la proclamation des résultats.

Samedi, les dernières répétitions se sont déroulées à Lomé en présence du président de la Commission électorale (Céni), Tchambakou Ayassor.

'La FOSEP est prête pour accompagner la Céni dans l'organisation et la supervision des élections présidentielles', a assuré Damehame Yark, le ministre de la Sécurité. L'exercice de simulation a eu lieu en présence de Damien Mama, le représentant du Système des Nations Unies (SNU) au Togo.

Les élections sont toujours des périodes à risques en Afrique.

La campagne débutera le 6 février prochain.

Source : @republicoftogo.com

EDUCATION : FIN DU SYSTÈME LMD AU MAROC

Après une décennie d'adoption (copiant la France), le système LMD prend fin au Maroc dès la rentrée prochaine. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le ministre Said Amzazi, mardi dernier à Marrakech lors de la conférence maroco-américaine sur la préparation de la mise en place du cycle Bachelor au Maroc. Cette fois donc le pays a décidé de copier sur les pays anglosaxons en introduisant le diplôme du Bachelor. " L'adoption de ce nouveau système permettra de s'ouvrir davantage sur les systèmes éducatifs internationaux, notamment ceux des pays anglosaxons, qui ont démontré leur efficacité ", explique le ministre. Une période de transition sera toutefois observée et l'adoption sera donc progressive.

On espère en tout cas que l'Anglosaxonomie apportera à notre système éducatif l'efficacité qui lui manque.

Source : consonews.ma

POLITIQUE : Le ciel s'éclaircit de plus en plus

Suite de la page 3

Dans n'importe quel village du Togo, on le clamera haut et fort. " Si tu sais que tu n'as rien à offrir de bon à ton groupe, ce n'est pas la peine de te montrer ", dit un adage propre aux Togolais. Certains ont poussé l'outrecuidance de se pointer à la CENI tout en sachant que leur dossier ne seront pas enregistrés, faute de récépissé du Trésor public. Certains sont allés jusqu'à saisir la Cour constitutionnelle sur ce point, tout en sachant très bien que les dispositions du code électoral exigent ce "papier" comme partie intégrante du dossier de candidature. De qui se moque-t-on?

Il est temps que certains Togolais se prennent au sérieux. D'ailleurs, beaucoup de voix s'élèvent déjà pour que le gouvernement hausse la caution à l'élection présidentielle au niveau de certains de nos voisins de la sous région Ouest africaine et durcir un peu plus les conditions de candidatures pour éviter que des bouffons viennent se donner en spectacle.

Le Togo n'est pas un cirque où Arlequin et ses amis viendraient jouer une piètre scène et disparaître. Il est évident que nous som-

mes en démocratie ou en apprentissage de la démocratie. Mais de grâce, que de tels individus fassent économie de ces genres de plaisanteries. Les Togolais ont d'autres chats à fouetter. C'est d'ailleurs le lieu de féliciter les Togolais de conviction qui eux, savent ceux qu'ils veulent. Même ceux qui ont tempêté à la CENI parce que le récépissé du Trésor public ne figurait dans leur dossier, étant convaincu de leur ambition, il ne leur a pas fallu plus d'une heure pour qu'ils règlent ce " petit problème" en allant payer les 20 millions de FCFA et obtenir le sésame. A eux et à tous les autres dont les dossiers sont examinés en ce moment à la Cour constitutionnelle, ils méritent de fières chandelles du peuple.

Par ces temps qui courent, claquer 20 millions de FCFA pour une élection présidentielle qui ne s'annonce pas de tout repos, il faut être bien décidé pour le faire. Il est certain que beaucoup d'entre eux vont perdre cette somme parce que leur score ne leur permettra d'atteindre les 5% leur donnant droit à un remboursement. Et c'est ici que leur sacrifice ne doit pas être vain car ils croient en leur bonne étoile et en leurs idées. Il

apparaît que cette élection sera celle des idées et des programmes. A la lumière de la configuration politique du moment dans le pays, cet aéropage de candidats potentiels semble pouvoir sortir de leur chapeau des thèmes de campagne qui vont débousoler plus d'un. La tâche sera rude et le peuple n'en

demande pas mieux.

Les Togolais n'ont pas eu cette chance lors des élections passées, en 2010, en 2015. Vivement le 6 février pour l'ouverture de la campagne électorale. A ce stade là, il n'y aura plus de place pour les plaisantins. Du moins, nous n'y croyons pas.

Nuptia

Evenement-ciel

Organisation de voyage de noces
Reportage photo/vidéo Listes de mariage
Traiteur Dragées Cadeaux
Diners d'affaires Gala
Petit déjeuner d'affaires Célébration des naissances
Cocktails
Wedding cake
Bouquets à domicile
Fêtes à thème
Soirées VIP
Enterrement de vie de jeune fille / garçon
Location de voitures
Soufflez... on s'en occupe!

France: (+33) 06 23 24 61 30
Togo: (+228) 90 19 50 80
(+228) 90 20 05 40

Zozo

SPORT : AGASSA, LE DERNIER REMPART MARQUANT DE LA DÉCENNIE



Le magazine France Football a rendu hommage à Kossi Agassa. Le Togolais est classé parmi les joueurs qui ont le plus marqué la décennie du Stade de Reims (D1, France). 'Les amoureux d'Auguste-Delaune ont eu le droit, ces dernières années, à deux portiers de grande qualité avec Edouard Mendy et Predrag Rajkovic, mais le dernier rempart marquant de la décennie ne peut être que Kossi Agassa. S'il n'a pas toujours été irréprochable sur sa ligne, le Togolais a été le gardien symbole du retour du club champenois au haut niveau', écrit France Football.

Source : @republicoftogo.com

CULTURE : UN ARTISTE IDENTITAIRE



King Mensah dévoilera à ses fans son nouvel album - le 9e - le 18 janvier prochain.

Un opus qui retrace une carrière d'un quart de siècle.

Un grand concert est prévu à cette date au Palais des congrès de Lomé 'Denyigban' (qui signifie terre natale ou pays natal) est le titre de ce nouvel album qui entend promouvoir l'identité togolaise.

'Très humblement, je suis fier d'avoir contribué à faire connaître le Togo et son identité en Afrique et à l'international', a déclaré l'artiste.

Source : @republicoftogo.com

ECONOMIE : MÉGA PROJET SOLAIRE SIGNÉ À ABOU-DHABI

En marge de l'assemblée générale de l'Agence internationale des énergies renouvelables (Irena) qui se tient dimanche à Abu Dhabi, le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya, a signé un protocole de financement concernant un projet de centrale photovoltaïque à Blitta.

Il avait à ses côtés son collègue des Mines et de l'Energie, Marc Ably Bidamon, et la ministre de l'Innovation, Cina Lawson.

L'investissement est d'environ 37 millions de dollars, soutenu à hauteur de 15 millions de dollars par un prêt du Fonds d'Abou Dhabi pour le développement (ADFD), une entité publique qui agit comme une agence publique d'aide au développement. Objet de la signature du jour.

Mohammed Saif Ghanem Al Suwaidi, le directeur général du Fonds, a salué cet accord qui permet au Togo de renforcer son ancrage stratégique dans les énergies propres et bon marché. Sani Yaya s'est félicité des efforts de l'ADFD pour soutenir des projets de développement durable au Togo et dans les pays en développement (...)

ECONOMIE NUMERIQUE :

Eclairage sur la Loi sur la protection des données à caractère personnel

L'Assemblée nationale a adopté en Septembre 2019, la loi sur la protection des données à caractère personnel, un nouveau texte qui vient renforcer l'arsenal juridique et institutionnel du Togo en matière de cybersécurité. " La présente loi a pour objet de réglementer la collecte, le traitement, la transmission, le stockage, l'usage et la protection des données à caractère personnel. Elle garantit que tout traitement des données à caractère personnel, sous quelque forme que ce soit, ne porte atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux des personnes physiques ", lit on dans le texte. On précise que cette Loi prend également en compte les prérogatives de l'Etat, les droits des collectivités locales, les intérêts des entreprises et de la société civile. Elle veille à ce que les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ne portent pas atteinte aux libertés individuelles ou publiques, notamment à la vie privée.

Par Koudjoukabal

Des principes de base gouvernant le traitement des données sensibles, il est mentionné qu'il est interdit de procéder à la collecte et à tout traitement qui révèlent l'origine raciale, ethnique, la filiation, les opinions politiques, les convictions religieuses



Mme Cina Lawson, ministre des Postes et de l'Economie numérique

ou philosophiques, l'appartenance syndicale, la vie sexuelle, les données génétiques ou plus généralement celles relatives à l'état de santé de la personne concernée. Cependant, la loi énumère des exceptions à ce principe : L'interdiction prévue à l'article 21 de la présente loi ne s'applique pas pour les catégories de traitements suivantes lorsque : 1) le traitement des données à caractère personnel porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée ; 2) la personne concernée a donné son consentement par écrit à un tel traitement et en conformité avec les textes en vigueur ; 3) le traitement des données

à caractère personnel est nécessaire à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où la personne concernée se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ; 4) le traitement est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice. Toutefois les données génétiques ne peuvent être traitées que pour vérifier l'existence d'un lien génétique dans le cadre de l'administration de la preuve en justice, pour l'identification d'une personne, la prévention ou la répression d'une infraction pénale déterminée ; 5) une procédure judiciaire ou une enquête pénale

ECONOMIE : Aménagement des pistes rurales, réhabilitations des formations sanitaires et décentralisation font bondir le budget 2020 de 6%

Suite de la page 2

de FCFA.

Les dépenses de transfert

Les dépenses de transfert correspondent aux sommes que l'Etat alloue à d'autres personnes (publiques ou privées), sans que celles-ci aient rendu effectivement des services économiques. Il s'agit des transferts aux autres administrations publiques, aux institutions à but non lucratif, aux ménages et des bourses. Au 31 décembre 2018, les dépenses de transfert sont ordonnancées à 113,62 milliards de FCFA, représentant 94,98% des prévisions annuelles fixées à 119,63 milliards de FCFA. A la même période en 2017, ces dépenses sont ordonnancées à hauteur de 102,36 milliards de FCFA.

Les crédits inscrits pour les dépenses d'investissement, des dépenses publiques concernant la création de biens nouveaux qui se traduisent par un enrichissement pour l'Etat peinent toujours à être consommés. Elles sont financées par des ressources internes et des ressources externes.

Ainsi, l'ensemble des dépenses ordonnancées à fin décembre 2018 s'élève à 194,90 milliards de FCFA pour une prévision de 310,13 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 62,84%. Le montant total des dépenses ordonnancées

sur les ressources internes s'élève à 64,00 milliards de FCFA pour une prévision de 90,56 milliards de FCFA, soit un taux de 70,67%.

Les ressources externes proviennent des emprunts projets, des dons projets et des dons programmes. Les demandes de décaissement visées en partie par la DDPF au 31 décembre 2018 sur les res-

sources externes se chiffrent à 130,90 milliards de FCFA contre une prévision de 219,58 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 59,61%. Les décaissements sur les dons projets s'élèvent à 72,71 milliards de FCFA contre une prévision de 95,71 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 75,97%.

est ouverte ; 6) le traitement des données à caractère personnel s'avère nécessaire pour un motif d'intérêt public, notamment à des fins historiques, statistiques scientifiques ou culturelles ; 7) le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat auquel la personne concernée est partie ou à l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande de la personne concernée pendant la période précontractuelle ; 8) le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale ou réglementaire à laquelle le responsable du traitement est soumis ; 9) le traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou est effectué par une autorité publique ou est assigné par une autorité publique au responsable du traitement ou à un tiers auquel les données sont communiquées.

Aussi, le traitement des données à caractère personnel à des fins de santé n'est légal que : 1) lorsque la personne concernée a donné son consentement ; 2) lorsqu'il porte sur des données manifestement rendues publiques par la personne concernée ; 3) lorsqu'il est nécessaire à la défense des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne dans le cas où celle-ci se trouve dans l'incapacité physique ou juridique de donner son consentement ; 4) lorsqu'il est nécessaire à la réalisation d'une finalité fixée par ou en vertu de la loi ; 5) lorsqu'il est nécessaire à la promotion et à la protection de la santé publique y compris le dépistage ; 6) lorsqu'il est nécessaire pour la prévention d'un danger concret ou la répression d'une infraction pénale déterminée ; 7) lorsqu'il est nécessaire à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ; 8) lorsqu'il est nécessaire aux fins de médecine préventive, de diagnostics médicaux, de l'administration de soins ou de traitements soit à la personne concernée, soit à son parent ou lorsque les services de santé agissent dans l'intérêt de la personne concernée. Les données sont traitées sous la surveillance d'un professionnel des soins de santé qui est soumis au secret professionnel. Il est précisé que les données à caractère personnel relatives à la santé sont collectées auprès de la personne concernée. Elles ne peuvent être collectées auprès d'autres sources qu'à condition que la collecte soit nécessaire aux fins du traitement ou que la personne concernée ne soit pas en mesure de fournir les données elle-même.

Bon à savoir pour les journalistes, Les dispositions de la présente loi ne font pas obstacle à l'application des dispositions des lois relatives à la presse écrite ou audiovisuelle et du code pénal qui prévoient les conditions d'exercice du droit de réponse et qui prévoient, limitent, réparent et, le cas échéant, répriment les atteintes à la vie privée et à la réputation des personnes physiques.

A suivre...



recrute pour Divers Postes, 270 Agents

Délai : 31 Janvier 2020

TITRES DE POSTES	EFFECTIF	GRADE	CONDITIONS SPECIFIQUES A REMPLIR
A- Agent technique (Cadaastre)	50	3	→ Etre âgé de trente-deux (32) ans au maximum au 1er janvier 2020 (pour les candidats externes) ; → Avoir au moins une Licence (BAC+3) dans les domaines suivants : Topographie, Travaux cadastraux, Cartographie, Géomatique, Géométrie, Mathématiques ou tout diplôme équivalent.
B- Agent technique (Conservation foncière/Enregistrement)	35	3	→ Etre âgé de trente-deux (32) ans au maximum au 1er janvier 2020 (pour les candidats externes) ; → Avoir au moins une Licence (BAC+3) en Gestion, Economie, Droit, Statistiques, Administration ou tout diplôme équivalent.
C- Agent d'appui senior	47	2	→ Etre âgé de vingt-huit (28) ans au maximum au 1er janvier 2020 (pour les candidats externes) ; → Avoir au moins un BTS (BAC+2) en Topographie, Travaux cadastraux, Cartographie, Géométrie ou tout diplôme équivalent.
D- Agent d'appui	138	1	→ Etre âgé de vingt-quatre (24) ans au maximum au 1er janvier 2020 (pour les candidats externes) ; → Avoir au moins un BAC II ou tout diplôme équivalent.
Total	270 Postes		

Les Missions relatives à chaque poste sont consultables sur le Site Officiel de l' OTR sous > Actualités > Offres d'emplois

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



La Banque Autrement

COMMUNIQUE DE PRESSE

Lomé, le 13 janvier 2020

Monsieur Alassane KABORE, Directeur Général de **CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO** et Monsieur Claude Daté GBIKPI, Directeur Général de la compagnie d'assurance GTA ASSURANCES VIE ont signé hier jeudi 09 janvier 2020 une convention de partenariat de distribution de CORIS PROTECT, un produit de la bancassurance.

Cette convention de partenariat s'inscrit dans le cadre de la commercialisation et la gestion du produit de la bancassurance "CORIS PROTECT".

CORIS PROTECT est un produit d'assurance prévoyance à moindre coût destiné aux clients de **CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO**. C'est une assurance vie adossée à un compte (chèque ou épargne) avec pour objectif d'assister les clients de la banque en leur offrant une solution de prévoyance c'est-à-dire une couverture en cas d'accident, d'invalidité absolue suite à une maladie ou un accident et enfin en cas de décès toutes causes.

CORIS PROTECT

garantit :

- en cas d'accident :

les frais d'assistance médicaux à hauteur de 200 000 Francs CFA ;

- en cas de décès :

les indemnités funéraires à hauteur de 800 000 Francs CFA en plus d'un montant correspondant au solde moyen sur les six (6) derniers mois du compte sur lequel est adossé CORIS PROTECT;

- en cas d'invalidité Absolue ou Définitive : les frais d'assistance à hauteur de 800 000 Francs CFA en plus d'un montant correspondant au solde moyen sur les six (6) derniers mois du compte sur lequel est adossé CORIS PROTECT et ce, dans la limite du plafond de 2 500 000 Francs CFA.

Il permet également au client de garantir à ses ayants droit, un capital en cas de décès ou d'invalidité totale et définitive pour une prime mensuelle de 1 000 FCFA.



Echange de documents après la signature de la convention entre les deux parties.



Une vue de la séance de travail précédant la signature de la convention de partenariat.

A PROPOS DE CORIS BANK INTERNATIONAL

CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO est la quatrième filiale de CORIS HOLDING dont le siège est basé à Ouagadougou au Burkina Faso. **CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO** a lancé officiellement les activités en février 2015 et ambitionne de devenir la banque de référence en matière de financement de projets économiques à travers une offre de produits et services diversifiés à des coûts compétitifs. Depuis son lancement au Togo, la banque ne cesse de séduire sa clientèle à travers une panoplie de produits et services financiers, à l'instar de ses comptes épargnes accessibles à chaque bourse, à savoir CORIS EPARGNE KID, CORIS EPARGNE DADA, CORIS EPARGNE KDO, CORIS EPARGNE LEADER. CORIS BANK INTERNATIONAL TOGO compte sept (7) agences à savoir l'agence Principale, l'agence Grand Marché, l'agence Hédzranawoé, l'agence du Port, l'agence Agoè l'agence Kara et l'agence Cinkassé. Le projet d'extension du réseau d'agences se poursuivra avec l'ouverture prochainement de deux autres agences mais également l'ouverture d'une branche de la finance islamique au cours de cette année 2020.

A PROPOS DE GTA ASSURANCES VIE

Créée en 2001, GTA ASSURANCES VIE est spécialisée dans les assurances de personnes. Filiale du Groupe Banque Centrale Populaire (BCP) du Maroc, GTA ASSURANCES VIE est le leader de l'assurance vie au Togo avec une part de marché de 36%.

Acteur de premier plan du marché Togolais de l'assurance, GTA ASSURANCES VIE fournit depuis plus de 18 ans, une gamme complète de produits d'assurance de personnes tant aux personnes physiques qu'aux entreprises. GTA ASSURANCES VIE concentre ses moyens et activités pour accompagner et satisfaire les attentes des populations en matière de prévoyance notamment les garanties emprunteurs, les différentes indemnités, les rentes...

GTA ASSURANCES VIE s'appuie sur une équipe de professionnels dynamiques, des partenaires de référence ainsi qu'un solide réseau de distribution pour la commercialisation de ses produits sur toute l'étendue du territoire national.



Photo de famille des deux structures après la signature de la convention.

Département Marketing, Communication et Qualité

Boulevard du 13 janvier, Dékon

Tel : 22 20 82 82 - 93 88 82 16 /

Email : corisbank-tg@coris-bank.com